

La Suisse dans la conjoncture internationale

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **58 (1978)**

Heft 4

PDF erstellt am: **15.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-886477>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La Suisse dans la conjoncture internationale (*)

Des inquiétudes aux espoirs

Du point de vue suisse, la situation économique est caractérisée à la fois par des signes encourageants et par des raisons de s'inquiéter.

Les perspectives de l'activité économique pour les années à venir sont comme par le passé peu satisfaisantes, d'autant plus que le taux de croissance dans la zone OCDE va, selon les prévisions, subir un nouveau ralentissement en 1979, avec les conséquences désagréables que cela implique, notamment en matière d'emploi et de prix. L'on peut donc qualifier de fragiles les récentes améliorations de la situation économique et de la position extérieure de nombreux pays européens.

D'un autre côté, l'on peut s'attendre raisonnablement à un meilleur équilibre de la demande entre les Etats-Unis et l'Europe. Je pense que ceci est important, car cela devrait normalement se traduire par une réduction du déficit de la balance courante américaine ; ce déficit a constitué l'un des facteurs importants à l'origine des désordres monétaires internationaux de ces dernières années. Une certaine accélération du taux de croissance de quelques grands pays va aussi quelque peu compenser, pour les Etats membres de l'AELE, le ralentissement général de l'activité économique dans la zone OCDE.

Par ailleurs, depuis la réunion ministérielle de l'OCDE en juin dernier, l'on constate une nouvelle manière, plus globale et plus réaliste, d'aborder la situation économique actuelle ; de plus, le nouveau concept d'« action concertée » englobe maintenant tous les aspects principaux de la coopération internationale : (sauvegarde et élargissement du libre-échange, retour à la stabilité monétaire,

politiques d'aménagement de la demande, de l'énergie et du développement), ce sont là des facteurs que l'on peut qualifier de positifs.

En particulier, les mesures prises récemment par les autorités américaines en collaboration avec plusieurs pays et visant à stabiliser le cours extérieur du dollar constituent un autre événement très important sur la scène économique internationale. Il s'agit d'un revirement fondamental de la politique américaine. Grâce à ces mesures se trouvent en grande partie comblées les lacunes qui faisaient obstacle à la mise en route d'un programme d'actions concertées. En ce qui nous concerne, nous sommes encouragés par cette modification fondamentale de la politique américaine vis-à-vis du dollar et nous sommes convaincus qu'elle va avoir des effets bénéfiques aussi bien pour les Etats-Unis eux-mêmes que pour toute la communauté internationale. Nous avons déjà fait savoir que nous appuyons sans réserve cette politique.

La situation économique en Suisse

Passons rapidement en revue la situation économique en Suisse. La tendance la plus importante dans ce domaine est caractérisée par un ralentissement de l'activité intérieure, conséquence de l'appréciation brutale du franc suisse ces derniers temps et du niveau très bas de la demande extérieure. Nos statistiques d'exportations commencent à refléter cette évolution, qui a déjà des incidences sérieuses sur les carnets de commande. L'envolée du franc suisse a un effet déflationniste sur les activités économiques nationales en comprimant les exportations et en réduisant la part du marché intérieur pour notre industrie à cause de la concurrence accrue des biens étrangers. Le Conseil fédéral va soumettre au parlement un train de mesures visant à réduire les effets négatifs

(*) Déclaration de la délégation suisse lors de la conférence ministérielle AELE des 23-24 novembre 1978, à Genève.
Les intertitres sont de la Rédaction.

du à l'évolution récente de notre position extérieure ; ces mesures comprennent des réductions fiscales pour les entreprises, de la promotion commerciale ainsi que des adaptations structurelles de l'industrie. Des mesures additionnelles, de portée plus générale, sont en cours de préparation, pour parer à l'éventualité d'une nouvelle détérioration de l'activité économique nationale.

L'appréciation continue du franc suisse, très supérieure aux différences entre les taux d'inflation, ayant des conséquences graves sur le niveau de l'activité économique, la Banque nationale suisse, avec l'accord du Conseil fédéral, a, dès le 1^{er} octobre dernier, déplacé le centre de gravité de sa politique monétaire en intervenant plus activement sur le marché monétaire, en particulier dans le but de stabiliser le cours du DM. Avec cette nouvelle politique — renforcée entretemps par les mesures américaines envers le dollar — nous espérons obtenir la stabilité des changes si nécessaire à notre industrie. Je me dois d'ajouter que, pour l'instant, nous ne pensons pas que cette nouvelle politique va remettre en cause la stabilité des prix intérieurs, laquelle reste un objectif prioritaire.

Malgré les difficultés actuelles aucune mesure visant à conserver des structures dépassées ne sera prise. Le maintien et l'élargissement du libre-échange restent un objectif fondamental de la politique économique suisse.

La Suisse et la coopération internationale

J'aborde maintenant, avec quelques mots sur le GATT, la CNUCED et le commerce est-ouest, les événements principaux sur le plan mondial.

En ce qui concerne l'avancement des discussions dans le cadre du Tokyo-Round, le Gouvernement suisse considère que les négociations commerciales multilatérales ont accompli, ces derniers mois, d'importants progrès en direction de leur succès final. Nous sommes très satisfaits de cette évolution.

Cependant, il reste bon nombre de problèmes compliqués à résoudre, notamment ceux portant sur les subventions, les taxes compensatoires, les clauses de sauvegarde et le règlement des litiges.

Il est essentiel de trouver des solutions satisfaisantes à ces questions si l'on veut aboutir à des résultats adéquats et équilibrés. Plus nous approchons de la fin de ces vastes et complexes discussions, plus nous sommes exposés à nous retrouver dans ce qui pourrait ressembler à des situations de crise.

Mais, compte tenu de l'importance capitale qu'il faut attacher à la réussite du Tokyo-Round dans les délais prévus pour restaurer la confiance des milieux économiques, les difficultés qui subsistent ne devraient pas amoindrir notre détermination de trouver des solutions raisonnables et acceptables pour tous. Nous devons résister à la tentation de prétendre de controverses spécifiques pour réduire nos efforts. La crédibilité d'engagements solennels pris au niveau politique le plus élevé est en jeu. Nous croyons fermement que le mois de décembre sera capital dans l'histoire de ces négociations, car, durant cette période, devront être prises des décisions majeures et de substance.

Outre les négociations susmentionnées qui ont une grande signification pour les pays en voie de développement, d'autres sont en cours sur d'importants points des relations économiques entre le Nord et le Sud, tels que le fonds commun, le renouvellement de l'accord sur le blé, le code de conduite applicable au transfert de technologie et, surtout, la CNUCED V.

A notre avis, une préparation soignée et une coordination efficace entre les pays industrialisés sont des conditions nécessaires au succès de la Conférence de Manille, qui devrait façonner le caractère du dialogue Nord-Sud dans les années à venir, ainsi que l'attitude des pays en voie de développement pour la troisième décennie du développement. Pour l'élaboration de cette stratégie, nous ne devons pas seulement réagir aux demandes des pays en voie de développement, mais aussi avancer nos propres suggestions et propositions et faire accepter l'idée que les relations Nord-Sud constituent un processus dynamique qui doit tenir compte des disparités existant entre les situations économiques des pays du Tiers-Monde. Comme les pays en voie de développement qui améliorent leur position concurrentielle sont de plus en plus nombreux, ils doivent assumer leur part de responsabilité, libéraliser progressivement leur propre politique commerciale et améliorer leur cadre légal relatif aux investissements étrangers. La CNUCED V doit être considérée comme un important forum dans lequel nos pays devraient faire valoir aux yeux de nos partenaires en développement les avantages d'une économie mondiale fondée sur une interdépendance réelle et équilibrée. (L'autosuffisance et la coopération économique entre les Etats du Tiers-Monde — deux concepts qui ont notre appui — ne sont pas incompatibles avec les exigences de l'interdépendance de l'économie mondiale.) De notre côté, bien sûr, nous devons entreprendre les restructurations nécessaires de nos économies pour les adapter au besoin d'intégrer dans l'économie mondiale un nombre croissant de partenaires nouveaux et, pour certains d'entre eux, déjà concurrentiels.

Au sein de l'OCDE, des travaux sont déjà en cours pour façonner une stratégie en la matière. Cette organisation offre le forum le plus approprié pour la coordination des positions des Etats industrialisés. Nous espérons que les Etats de l'AELE y joueront un rôle actif.

Malgré des efforts soutenus pour accroître le volume du commerce avec les pays à économie d'Etat de l'Europe de l'Est, la stagnation que l'on a commencé à ressentir depuis le début de l'année s'est poursuivie au quatrième trimestre de 1978 et est caractérisée par un certain recul des exportations vers cette région. Ceci est dû, pour une large part, au déficit accumulé par la plupart de ces pays dans leur commerce avec la zone OCDE, ainsi qu'à leur désir de ne pas augmenter leur endettement extérieur.

C'est pourquoi il est important de poursuivre le travail minutieux entrepris par la Commission économique pour l'Europe, afin de créer les conditions propres à approfondir les relations économiques entre l'Est et l'Ouest, spécialement dans le domaine de la coopération commerciale et industrielle, dont l'un des objectifs importants est l'amélioration quantitative et qualitative des échanges réciproques d'informations économiques et commerciales ainsi que des contacts et facilités offerts aux hommes d'affaires ; dans ce contexte, il faudrait aussi attacher une attention particulière aux effets négatifs de la tendance croissante à conclure des accords de troc. En outre, nous enregistrons avec satisfaction le développement des activités de la Commission économique pour l'Europe en matière de protection de l'environnement et d'autres domaines économiques importants.

Enfin, je pense que nous suivons avec un grand intérêt les nouveaux développements en Chine, qui pourraient avoir un impact considérable sur l'économie mondiale. Nous devrions en conséquence saisir cette occasion de nous associer à cette évolution et d'intensifier notre coopération économique avec la Chine.